

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VICAT - PAPETERIES DE VIZILLE

1176 avenue Aristide Briand
38220 Vizille

Références : 2025-Is065TS2
Code AIOT : 0006103265

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2025 dans l'établissement VICAT - PAPETERIES DE VIZILLE implanté 1176 avenue Aristide Briand 38220 Vizille. L'inspection a été annoncée le 03/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été programmée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle avec l'action nationale 2025 PFAS. Cette action a pour but de sensibiliser l'exploitant aux enjeux liés au PFAS, engager l'exploitant dans une démarche active de suppression/réduction des émissions de PFAS et enfin contrôler la mise en œuvre des actions et surveiller l'atteinte des objectifs.

Cette inspection fait aussi le point sur la situation administrative du site .

Enfin, cette visite a également été l'occasion de vérifier les suites données par l'exploitant aux non-conformités et observations de l'inspection du 30 juin 2023 (thématique incendie et surveillance de la qualité de la nappe d'eau souterraine).

La dernière inspection a été réalisée le 21 mars 2024 (thématique rejets aqueux). Les suites données à cette inspection seront examinées lors de la prochaine inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT - PAPETERIES DE VIZILLE
- 1176 avenue Aristide Briand 38220 Vizille
- Code AIOT : 0006103265
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site des Papeteries de Vizille est autorisé à exploiter d'une part une machine de production de papiers, destinés essentiellement à des usages spéciaux (papier de sécurité, papier cuisson, papier ingraissable pour emballage alimentaire, bandes à joint, etc), et d'autre part une activité de production de sacs destinés aux matériaux de construction, à l'agroalimentaire, aux minéraux et à la chimie (dont sacs de ciment destinés à la société VICAT) sur 2 lignes de production entièrement automatisées. Elle emploie 175 salariés.

Le site abrite également une chaufferie, composée d'une chaudière biomasse et d'une chaudière fonctionnant au gaz naturel, dont l'exploitation est confiée à ENGIE SOLUTIONS (contrat renégocié en 2025), et une station de traitement des effluents industriels gérée par l'exploitant Vicat.

Les activités du site sont autorisées par les arrêtés préfectoraux n°92-1779 du 16 avril 1992 et n°99-1265 du 19 février 1999, modifiés par l'arrêté préfectoral n°2012208-0030 du 26 juillet 2012 (chaudières) et n°DDPP-DREAL UD 38-UD 38-2019-09-07 du 16 septembre 2019, prenant en compte les conclusions du BREF papetier (directive IED).

Les perspectives d'évolution du site ont été présentées à l'inspection. Pour des raisons de confidentialité, ces éléments ne sont pas repris dans le présent rapport.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	4 mois
8	Situation administrative du site	AP Complémentaire du 16/09/2019, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
9	Protection du bâtiment (suite de l'inspection de 2023)	Arrêté Préfectoral du 26/07/2012, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
10	Plan ETARE (suite de l'inspection de 2023)	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14-V	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
6	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1	Sans objet
11	Détection incendie (suite de l'inspection de 2023)	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 7	Sans objet
12	Surveillance qualité des eaux de nappe (suite de l'inspection de 2023)	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a supprimé la résine fluorée de sa production depuis fin 2024. Les rejets en concentrations en 6:2FTOH mesurées début 2025 sont inférieures à la limite de quantification alors qu'en 2023, des valeurs de l'ordre de 39 à 1230 ng/l avaient été mesurées pour ce paramètre. L'indice sur le fluor organique adsorbable (AOF) est également inférieur à la limite de quantification. Toutefois, des PFAS restent présents dans les rejets, notamment du PFBA et du PFHxA. Ces traces de PFAS pourraient être dues à des rebuts de fabrication encore utilisés dans le process de fabrication. L'exploitant doit mettre à jour son plan d'action, compléter ses vérifications auprès des fournisseurs et poursuivre une surveillance de ses rejets.

Concernant les autres points contrôlés, notamment sur le risque incendie, l'exercice incendie de fin 2023 avait permis de relever des dysfonctionnements notamment sur le système de déluge situé entre la chaufferie et le bâtiment du stockage de papier. Dans le cadre des suites données à l'inspection de 2025, l'exploitant doit mettre en place un contrôle périodique des équipements de défense contre l'incendie.

2-4) *Fiches de constats*

N° 1 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales PFAS 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Ce point avait été vérifié lors de l'inspection du 21/03/2024, l'exploitant a transmis les résultats commentés des campagnes d'analyses, par voie électronique via l'outil GIDAF dans les délais pour l'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
Prescription contrôlée : 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) $\leq 25 \mu\text{g/l}$ Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
Constats : L'exploitant est concerné par l'article 32 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 pour la rubrique 2450 - B-a (atelier sacherie). L'acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) ont été mesurés lors des campagnes en 2023, les résultats des rapports d'analyses (pour les prélèvements des 27/09/2023, 26/10/2023 et 23/11/2023) montrent des valeurs < à la limite de quantification de 20 ng/l, respectant donc la valeur limite de concentration de 25 µg/l. Les rejets sont conformes à la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L pour les analyses de 2023.

Trois nouvelles campagnes ont été réalisées en 2025 par l'exploitant afin de vérifier si l'arrêt des résines fluorées dans le process a permis de réduire les substances PFAS dans les rejets aqueux. Les mesures réalisées en 2025 sont aussi inférieures à la limite de quantification et donc conformes à la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L. Les rejets aqueux s'effectuent dans le canal des martinets qui se rejette dans la rivière Romanche en aval de Vizille.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

L'exploitant ne présente pas de liste des substances PFAS utilisées dans l'établissement au motif que le produit contenant des PFAS (résine fluorée) a été arrêté le 23 décembre 2024.

L'exploitant s'est aussi appuyé sur la déclaration de ses fournisseurs de produits. Par courrier daté d'août 2024 un des fournisseurs déclare entreprendre une évaluation complète de sa chaîne d'approvisionnement pour la présence de PFAS (au-delà de l'absence identifiée dans les matières premières chimiques).

Les FDS des produits n'ont pas été consultées en détail afin de vérifier si la substance utilisée est identifiée ou pas comme un PFAS. Selon la définition de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié fait partie de la famille des PFAS.

Les substances PFAS produites par dégradations n'ont pas été recherchées ni identifiées .

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'Action Corrective (DAC) n° 1 : Ré-interroger les fournisseurs sur les dernières évaluations de leur chaîne d'approvisionnement de produits concernant la présence de PFAS.

DAC n°2 : Consulter les fiches de données de sécurité afin de vérifier si les substances répondent à la définition de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié). Le cas échéant, l'exploitant doit mettre à jour la liste des substances PFAS utilisées.

DAC n°3 : Rechercher et identifier les substances PFAS produites par dégradations .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Définition d'un plan d'actions de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier en date du 19 décembre 2024 l'exploitant s'était engagé à supprimer l'utilisation de résines fluorées entrant dans la composition des papiers ingraissables. Sa mise en œuvre a été effective en date du 23 décembre 2024 et a permis de réduire les émissions de 6:2FTOH (cf. point de contrôle suivant).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats :

Trois campagnes d'analyses supplémentaires ont été réalisées en 2025 par l'exploitant sur les rejets aqueux.

La première campagne de janvier 2025 a analysé 20 PFAS (sans les AOF). Les analyses ne révèlent pas de présence de PFAS. Les deux analyses suivantes (février et mars 2025) ont porté sur 28 PFAS (dont l'AOF) ; elles font apparaître des concentrations en :

- Acide perfluorobutanoïque (PFBA) (0,067 µg/l) pour février 2025;
- pour mars 2025 en Acide perfluorobutanoïque (PFBA) de 0.003 µg/l, en Acide perfluoropentanoïque (PFPeA) de 0.01 µg/l, en Acide perfluorohexanoïque (PFHxA) de 0.017 µg/l, en Acide perfluoroheptanoïque (PFHpA) de 0.002 µg/l, en Acide perfluorooctanoïque (linéaire) (L_PFOA) de 0.002 µg/l avec une somme en acide perfluorooctanoïque (PFOA) de 0.002 µg/l.

Le 6:2FTOH qui avait été mesuré entre 39 et 1230 ng/l dans les campagnes en 2023, est inférieur à la LQ (0,02 ou 0,01 selon l'analyse) dans les 2 campagnes de février et mars 2025.

Pour les PFAS, la limite de quantification (LQ) indiqué dans l'AM du 20/6/2023 est de 0,1µg/l, ces concentrations mesurées par le laboratoire d'analyse sont donc très faibles.

Les rapports d'analyses sont disponibles dans l'outil web GIDAF, mais les valeurs en concentration ne sont pas renseignées.

GIDAF a été modifié, par conséquent, aujourd'hui, l'exploitant doit saisir la concentration mesurée si le résultat est inférieur à la limite quantitative (LQ) de l'arrêté de 0.1 µg/l.

Les flux massiques n'ont pas été évalués sur GIDAF, car l'exploitant n'a pas renseigné les valeurs en concentration.

Des mesures ont été effectuées en 2025 sur l'eau d'alimentation pour le process à partir du puits Colin (prélèvement en nappe d'eau souterraine qui fournit la majorité des eaux de process). Les eaux d'alimentation sur un second puits utilisé pour alimenter en eau de process le site (puits paille) n'ont pas été analysées, la nappe d'eau souterraine étant la même pour les 2 puits. Les résultats d'analyses (3 campagnes) ne mettent pas en évidence la présence de substance PFAS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

DAC n° 4 : Saisir dans GIDAF les concentrations mesurées en PFAS lors des campagnes de 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets

Prescription contrôlée :

L. 110-1 :

1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.

L. 523-6-1 /

La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.

Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.

Constats :

Suite aux dernières analyses sur les rejets aqueux de janvier, février et mars 2025, il est constaté :

- que la substance 6:2 FTOH(Perfluoro-1octanol) retrouvée en 2023 dans les analyses n'est pas mesurée en 2025, tout comme la substance AOF.
- que la substance PFHxA (acide perfluorohexanoïque) retrouvée en 2023 dans les analyses est passée de 36 ng/l en 2023 à 17 ng/l en 2025 (diminution de 47%).
- qu'en 2025, d'autres PFAS ont été quantifiés, les laboratoires sont en capacité aujourd'hui de détecter des valeurs inférieures à la LQ (0,1µg/l) , ce qui est le cas pour les PFBA, PFPeA, PFHxA, PFHpA, L_PFOA et PFOA mesurés dans les rejets aqueux de la papeterie.

Selon l'exploitant, l'origine des concentrations de ces PFAS mesurées sur les rejets aqueux proviendrait de l'utilisation de cassés dans la production (rebut de fabrication, pouvant être présents dans 20 à 30 % de la production).

La fin d'utilisation de ces cassés est prévue pour fin 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

DAC n°5 : Mettre à jour le plan d'action de réduction des PFAS suite aux dernières mesures d'investigations et actions de réduction

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;

Constats :

<p>Pour rappel, 3 campagnes de mesures ont été réalisées début 2025 et ont démontrées la présence de substances PFAS dont la concentration est inférieure à 0.1 µg/l sur les rejets, probablement dues à l'utilisation de cassés (rebuts de fabrication) dans le process. L'exploitant prévoit dans le cadre de ses actions de surveillance de réaliser de nouvelles campagnes de mesure en fin d'année 2025 sur les 28 PFAS et l'AOF.</p>
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>DAC n°6 : Définir temporairement une autosurveillance pour vérifier l'efficacité des actions de suppression/réduction mises en place. Cette surveillance devrait intégrer l'AOF, les éventuelles autres substances PFAS déclarées par les fournisseurs, et les produits de dégradation identifiés par l'exploitant. Renseigner les résultats dans GIDAF.</p>
<p><i>Type de suites proposées :</i> Avec suites</p>
<p><i>Proposition de suites :</i> Demande d'action corrective</p>
<p><i>Proposition de délais :</i> 4 mois</p>

N° 8 : Situation administrative du site

<p><i>Référence réglementaire :</i> AP Complémentaire du 16/09/2019, article 2</p>
<p><i>Thème(s) :</i> Situation administrative, tableau des activités</p>
<p><i>Prescription contrôlée :</i></p>

Nature des activités	Volume des activités	N° nomenclature	Classement
<u>PAPETERIE</u> Fabrication du papier	Capacité maximale de production 145 t/j (exprimé en production brute) Production annuelle maximale 35 000 tonnes (exprimée en production nette) de papiers fabriqués sur une seule machine à papier et composés majoritairement de papiers spéciaux	3610-b	A
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	2 réservoirs de 300 m³ fioul lourd et 1 réservoir de 30 m³ de FOD représentant un tonnage de l'ordre de 530 tonnes	4734-2-b	E
Installation de combustion	Biomasse : 8,2 MW Gaz naturel : brûleur principal de 14 MW + brûleur d'appoint de 5 MW Fioul lourd (secours) : 14 MW Pour une puissance maximale des brûleurs susceptibles de fonctionner simultanément de 14 MW	2910-A-2	DC
Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues	Silo de biomasse d'un volume de 1100 m³	1532-3	D

<u>SACHERIE</u> Transformation du papier carton	>20 t/j (12000 t/an)	2445-1	A
Impression sur papier par flexographie	650 kg/j (*)	2450-A-a	A
<u>PAPETERIE + SACHERIE</u> Dépôt de papier carton	11 000 m³ papeterie 4 000 m³ sacherie	1530-3	D
Prélèvement dans un cours d'eau ou dans sa nappe d'accompagnement (nappe alluviale de la Romanche)	Prélèvement maxi horaire : 250 m³	<u>eau</u> 1.2.1.0	NC

(*) : les produits mis en œuvre contiennent moins de 1% de solvants organiques au moment de leur emploi

La puissance maximale de l'installation de combustion (rubrique n°2910-A-2) est limitée à 14 MW. A cette fin, une chaîne de contrôle commande interdit techniquement le fonctionnement simultané du brûleur principal de 14 MW de la chaudière gaz naturel et de la chaudière biomasse. Par ailleurs, un dispositif technique interdit également le fonctionnement simultané des 2 brûleurs de la chaudière gaz naturel.

La chaudière de secours fonctionnant au fioul lourd ne peut être mise en route qu'en cas d'arrêt total des chaudières gaz naturel et biomasse.

Les débits instantanés des chaudières sont enregistrés et consignés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Rubrique 4734 :

La chaudière fioul de secours est arrêtée depuis 2013. Les cuves de stockage de fioul ont été dégazées. Les certificats de dégazage du 10 février 2014 pour les deux cuves de 300 m³ sont présentés à l'inspection, ainsi que le certificat de dégazage du 11 mars 2014 pour la cuve de 30 m³. Les seules cuves de fioul restants sur le site sont les cuves stockant le fioul pour le chauffage des bureaux et de l'atelier maintenance (2 cuves : une cuve de 6 000 litres et une cuve de 4 000 litres). L'exploitant déclare ne plus souhaiter conserver cette activité, contrairement à sa déclaration dans le dossier de réexamen IED de 2019.

Pour les installations à l'arrêt définitif, l'inspection rappelle à VICAT que des procédures de cessation d'activité existent et doivent être suivies (cf. articles R. 512-75-1 et suivants du Code de l'Environnement et R. 512-39 et suivants du Code de l'Environnement pour les installations soumises à Autorisation).

Si les cessations ne comprennent pas de libération des terrains concernés, certaines opérations

peuvent demander à être reportées, via la transmission d'un exposé des justifications (cf. article R. 512-39 du Code de l'environnement).

Il a été demandé à l'exploitant de vérifier le classement de ses activités vis-à-vis de la rubrique 4xxx pour l'utilisation de substances dangereuses. L'exploitant présente un état des stocks des substances dangereuses avec les mentions de dangers, mais n'a pas réalisé la vérification des quantités vis-à-vis des rubriques 4xxx.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

DAC n° 7 : L'exploitant doit se positionner sur le potentiel classement de ses activités sous les rubriques 4xxx de la nomenclature des installations classées.

DAC n° 8 : Déclarer à Madame la Préfète la cessation partielle d'activité pour la rubrique 4734 (Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution) et joindre les attestations nécessaires de mise en œuvre des mesures de mise en sécurité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Protection du bâtiment (suite de l'inspection de 2023)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2012, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des Risques

Prescription contrôlée :

Les bâtiments abritant la chaudière biomasse et la chaudière gaz naturel seront séparés du bâtiment de stockage des bobines de papier par un mur REI120, ou par un rideau d'eau asservie à détection incendie.

Constats :

En 2023, l'inspection demandait à l'exploitant de mettre à sa disposition les documents démontrant que la mise en eau du rideau d'eau situé entre le bâtiment chaudières et le bâtiment abritant le stockage des bobines de papier est asservie à la détection incendie (zone papeterie).

L'inspection constate que le système est opérationnel depuis le 19 octobre 2023 et est asservie à la détection incendie. L'exploitant a présenté l'attestation de mise en service du 19 octobre 2023.

Le dernier rapport de contrôle du 19 juin 2025 de la centrale de détection incendie zone papeterie précise que la centrale est en dérangement. L'exploitant indique que plusieurs zones sont en dérangement suite à des déclenchements d'alarmes intempestifs (déclenchements dus à des zones du process où la chaleur déclenche les détecteurs). Il est prévu le déplacement des détecteurs. L'exploitant a présenté un devis de la société Chubb à l'inspection daté du 19/09/2025 pour le déplacement de 4 détecteurs thermiques. L'exploitant déclare passer commande le 19/09/2025.

L'inspection n'a pas vérifié si dans l'attente des travaux, les autres capteurs en fonctionnement suffisent à la défense incendie de la zone concernée.

L'exploitant doit dans le cas où des capteurs sont inhibés, soit démontrer que la zone est

correctement couverte pour la détection incendie, soit proposer des mesures compensatoires à formaliser afin d'assurer la détection incendie le temps de réaliser les travaux de remise en état.
La centrale de détection incendie de la zone sacherie ne présente pas de défaut, le dernier rapport de contrôle du 20 juin 2025 sur la détection incendie précise que rien n'est à signaler.
<i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i>
DAC n° 9: L'exploitant doit dans le cas où des capteurs sont inhibés soit démontrer que la zone est correctement couverte pour la détection incendie soit proposer des mesures compensatoires et les formaliser afin d'assurer la détection incendie le temps de réaliser les travaux de mise en état. L'exploitant procède aux travaux de remise en état de la détection incendie de la zone papeterie sous un délai d'un mois.
<i>Type de suites proposées :</i> Avec suites
<i>Proposition de suites :</i> Demande d'action corrective
<i>Proposition de délais :</i> 1 mois

N° 10 : Plan ETARE (suite de l'inspection de 2023)

<i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14-V
<i>Thème(s) :</i> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<i>Prescription contrôlée :</i>
L'exploitant organise un exercice de lutte contre l'incendie dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation. Cet exercice est renouvelé a minima tous les trois ans.
<i>Constats :</i>
En 2023, l'inspection demandait à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> - de transmettre les informations au SDIS pour une mise à jour du plan ETARE avec les moyens de lutte contre l'incendie concernant la chaudière biomasse, - de réaliser pour le prochain exercice incendie un scénario incendie défini à partir de l'étude de dangers et de ses zones à risques , - de mettre à la disposition du service de l'Inspection le rapport des actions réalisées (axes d'améliorations) suite à l'exercice inopiné de 2022. <p>Le plan ETARE a été mis à jour le 11 avril 2024, et pourra être mis à jour par le SDIS une nouvelle fois suite aux futurs travaux d'agrandissement de la zone sacherie. L'exploitant transmettra au SDIS les éléments nécessaires.</p> <p>Les axes d'améliorations suite à l'exercice inopiné de 2022 sont présentés, les actions ont été réalisées.</p> <p>Le nouvel exercice inopiné d'incendie du 4 décembre 2023 a mis en scène le déclenchement d'un exercice d'évacuation suite à une simulation de départ incendie dans le magasin 3 (zone papeterie) avec utilisation de fumigènes. Le compte-rendu de l'exercice propose des axes d'améliorations. Il n'est pas indiqué de planning sur la réalisation des actions. Certaines ont été réalisées, notamment suite au constat d'un faible débit sur le rideau d'eau situé entre la chaufferie</p>

et le bâtiment de stockage des bobines papiers, déclenché lors de l'exercice inopiné. Un corps étranger obstruait la queue du paon.
L'exploitant ne contrôle pas régulièrement le fonctionnement de ce rideau d'eau afin de prévenir notamment le risque d'obstruction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

DAC n°10: Mettre en place une procédure de contrôle périodique du fonctionnement effectif du système de rideau d'eau situé entre le bâtiment chaudières et le bâtiment abritant le stockage des bobines de papier.

Observation n °1 : Mettre à la disposition du service de l'Inspection le planning des actions réalisées (axes d'améliorations) suite à l'exercice inopiné de 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Détection incendie (suite de l'inspection de 2023)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité

Prescription contrôlée :

Avant fin 2019, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une étude relative à la mise en place d'un système de détection incendie au niveau des bâtiments de stockage des bobines de papier, et procède à sa mise en place avant fin juin 2021.

Constats :

En 2023, l'inspection demandait la mise en place d'un registre de suivi des défauts constatés et des actions menées concernant le système de détection incendie au niveau des bâtiments de stockage des bobines de papier.

L'inspection constate que ce registre est mis en place pour la zone papeterie sous la forme d'un rapport de faction. À la date du 10 septembre 2025, le rapport ne fait pas mention de défauts. L'inspection a pourtant constaté que la centrale de détection incendie était en dérangement suite aux déclenchements intempestifs (cf. point de contrôle précédent).

Pour la zone sacherie, un registre est en place sous la forme d'un cahier, il n'est pas annoté de défauts relevés sur la centrale de détection incendie. L'inspection constate qu'il n'y a pas de défaut sur la centrale de détection incendie de la zone sacherie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°2 : Tenir à jour le registre de suivi des défauts constatés et des actions à mener ou réalisées concernant le système de détection incendie de la zone papeterie.

N° 12 : Surveillance qualité des eaux de nappe (suite de l'inspection de 2023)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Nappe d'eau souterraine

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi de la qualité des eaux de nappe à partir des puits existants situés en aval des installations à risques, et d'ouvrages piézométriques situés en amont et en aval hydraulique du site. Ce suivi doit permettre de détecter au plus tôt une pollution accidentelle de la nappe ou une dérive de sa qualité en amont du captage d'eau potable de Pré Grivel. Un programme de surveillance est transmis à l'inspection des installations classées avant fin décembre 2019, et mis en œuvre par l'exploitant à partir de janvier 2020. L'élaboration du programme de surveillance et sa mise en œuvre sont établis en concertation avec la SPL Eaux de Grenoble Alpes, en charge de l'exploitation du captage d'eau potable de Pré Grivel.

Constats :

En 2023, il était demandé de mettre en place le programme de surveillance de la qualité des eaux de la nappe d'eau souterraine.

Pour rappel, ce suivi doit permettre de détecter au plus tôt une pollution accidentelle de la nappe ou une dérive de sa qualité en amont du captage d'eau potable de Pré Grivel. Les 3 piézomètres ont été implantés sur le site (N12 (amont), N08 (aval), N07 (aval)).

Un suivi mensuel est réalisé avec mesure du pH, de la température, de la conductivité, de la dureté et du COT, depuis 2 ans.

Il est demandé à l'exploitant de rajouter le suivi du paramètre hydrocarbure dans la surveillance de la qualité des eaux de la nappe d'eau souterraine, afin d'évaluer l'impact potentiel de l'installation de stockage de fioul et de la chaufferie (installations arrêtées depuis 2013) sur le milieu souterrain.

Par ailleurs, l'inspection constate que le relevé des niveaux piézométriques n'est pas présenté en mNGF. Ce point est à rectifier.

Le suivi mensuel des eaux souterraines doit être poursuivi dans les conditions actuelles. Au terme d'une nouvelle année de mesures, si l'exploitant souhaite un allègement de la fréquence de surveillance, il pourra présenter une demande argumentée à partir des résultats d'analyse des eaux souterraines des 3 dernières années.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

DAC n°11: L'exploitant intègre le paramètre hydrocarbures dans le programme de surveillance mensuel de la qualité des eaux de la nappe d'eau souterraine. Les relevés piézométriques sont exprimés en mNGF.

Les résultats de la surveillance sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

Les résultats sont transmis avec les commentaires de l'exploitant, notamment sur le sens d'écoulement, les évolutions temporelles et amont/aval, le cas échéant sur les origines de la

pollution constatée et les propositions de traitement.

Ils sont accompagnés de courbes permettant de suivre l'évolution de chaque paramètre et de la positionner par rapport à des valeurs seuils (valeurs seuils pour les eaux souterraines, valeurs pour les eaux destinées à la consommation humaine...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois